



HAL
open science

1942 : contre l'occupant et la vie chère

Édouard Sill

► **To cite this version:**

Édouard Sill. 1942 : contre l'occupant et la vie chère. 100 ans de parti communiste français, 2020, 978-2-7491-6647-6. hal-04025245

HAL Id: hal-04025245

<https://hal.science/hal-04025245>

Submitted on 13 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1942

Contre l'occupant et la vie chère : les tumultes des ménagères parisiennes

Malgré le coup d'arrêt devant Moscou, les offensives de l'Axe semblent irrésistibles. En France, Pierre Laval déclare à la radio qu'il « souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme, demain, s'installera partout » et met en place la « relève » consistant en l'envoi de travailleurs en Allemagne contre la libération de prisonniers de guerre. Chargé par le général de Gaulle d'unifier la Résistance intérieure, Jean Moulin est parachuté en France. Le PCF est désormais engagé dans la lutte à mort contre l'occupant dans laquelle la lutte armée n'est qu'une part de son action. C'est aussi dans le mouvement social, sous une forme nouvelle, que la résistance communiste s'établit. C'est la bataille de l'opinion, mais c'est aussi celle du pain, dans une France qui a faim.

Une foule composée de parisiennes de tous âges se presse devant les portes du magasin Félix Potin. Il est 16h rue Daguerre, en ce samedi 1^{er} août 1942, la foule des acheteuses forme une longue queue devant les devantures. Soudain, l'une d'entre elles saute sur un étal et s'écrie :

« L'occupation, avec son cortège de malheurs, de restrictions, de crimes, a assez duré... Il est temps d'agir. Les Français doivent refuser de travailler pour la machine de guerre allemande. [...] Le Deuxième Front va bientôt s'ouvrir... La libération s'approche... Vive la Résistance, vive la France ! ».

Immédiatement, la jeune militante communiste s'esquive, avec l'aide de jeunes FTP en embuscade. Derrière elle, les tracts sont jetés par poignées par les militantes des Comités féminins tandis que la foule entonne *La Marseillaise*.

Si le Parti Communiste demeure « l'ennemi intérieur », cet ennemi a changé de nature. En remplaçant la patrie au cœur de son action, il est en synergie avec les mouvements de la Résistance civile et militaire. Au début de l'année, les trois branches armées de l'Organisation spéciale (OS) fusionnent au sein des Francs-Tireurs et Partisans français (FTP) dirigé par un Comité militaire national associant Charles Tillon et Eugène Hénaff puis René Camphin, Albert Ouzoulias et Georges Beyer. L'heure n'est pas aux maquis, mais aux actions ponctuelles selon la tactique dite des « gouttes de mercure » qui se dispersent et se reforment, insaisissables, selon les propres mots de Charles Tillon.

Mais le répertoire d'actions du mouvement communiste dans la Résistance ne se limite pas au domaine paramilitaire. Dès 1940, faute de pouvoir utiliser le cadre syndical, le PCF avait appelé à former des « comités populaires » illégaux. Ces derniers interviennent dans les entreprises et dans les syndicats légaux, organisent la solidarité, la lutte pour les

revendications et un meilleur ravitaillement. Depuis les premiers mois de l'occupation, on recense plusieurs grèves initiées par ces comités populaires clandestins.

Les comités populaires féminins furent parmi les plus efficaces, multipliant les manifestations éphémères réunissant quelques protestataires, essentiellement des femmes et des enfants, organisant la distribution de tickets de rationnement vers les familles nécessiteuses puis suscitant des échauffourées contre les départs de travailleurs français vers l'Allemagne. Les comités féminins furent structurés autour de deux organisations : l'Union des Femmes de France dans la zone sud (Marcelle Bajonnet et Simone Bertrand) et l'Union des Femmes Françaises dans la zone nord (Danielle Casanova puis Josette Dumeix, Claudine Michaut et Maria Rabaté). Dès le 4 avril 1942, le PCF assigne à l'OS comme but « d'organiser des manifestations contre le rationnement, d'envahir en masse les restaurants et épiceries de luxe et de partager les vivres », en liaison avec les comités populaires. Les manifestations dites de « ménagères » furent destinées à protester contre la vie chère et le rationnement ; Danielle Tartakowski en a identifié plusieurs depuis novembre 1940, toutes en zone occupée et dans les fiefs communistes, avant de s'étendre à d'autres départements en 1942. Ces manifestations s'inscrivent en rupture avec les pratiques dominantes de l'entre-deux-guerres, expression du consommateur et non du producteur.

Le jour de la fête des Mères, le 31 mai 1942, un groupe de femmes communistes prend ainsi d'assaut l'épicerie Eco, à l'intersection de la rue de Buci et la rue de Seine, pour protester contre les pénuries. Des militantes s'emparent des boîtes de sardines exposées, tandis qu'est distribué un tract qui déclare :

« Si nous élevons la voix davantage nous obtiendrons davantage. Mieux, si nous nous mettons en colère, on nous donnera satisfaction. [...] Servons-nous, nous-mêmes. Nos enfants ont faim, cela passe avant tout ».

En un instant, les sardines sont emportées. Les employés s'interposent, la police intervient. Les trois militants FTP préposés à la protection ouvrent le feu : deux policiers tombent. Les manifestants sont arrêtés. L'organisatrice est Madeleine Marzin, institutrice bretonne, militante communiste et active syndicaliste. Le 23 juillet, les trois garçons sont guillotins à la Santé. Condamnée à mort, puis graciée, Madeleine Marzin parvient à s'échapper lors de son transfert à la prison de Rennes et reprend la lutte. L'action n'est pas isolée. Le mois suivant, une manifestation est organisée près du Faubourg Saint-Antoine. Deux cents femmes chantent *La Marseillaise* tandis que brûle une effigie de Pierre Laval.

En réponse à l'exécution des jeunes FTP, la direction de l'Union des Femmes Françaises de l'Île-de-France décide de frapper fort ; le magasin Félix Potin de la rue Daguerre est choisi comme cible. Lise Ricol est chargée de l'opération et de s'exposer publiquement. Fille d'émigrés espagnols communistes, Lise Ricol est employée comme dactylo et membre des JC. Elle est très tôt repérée et associée aux activités techniques du Parti, à Moscou puis dans les Brigades internationales. Son compagnon, le cadre communiste tchécoslovaque Artur

London, la rejoindra en Espagne. En 1942, elle est responsable des femmes communistes en région parisienne, met en place des comités féminins et s'occupe du journal *Femmes*. Comme pour la rue de Bucy, l'action de la rue Daguerre est interrompue par l'intervention de policiers français et d'un militaire allemand, tous gravement atteints par les balles des résistants. Deux semaines plus tard, Lise et Artur London seront dénoncés puis déportés.

Les résistantes communistes arrêtées en 1942 furent réunies dans le convoi du 24 janvier suivant, convoi dit « des 31000 » à destination d'Auschwitz-Birkenau. Sur les 230 déportées figurent 119 communistes, parmi lesquelles Marie-Claude Vaillant-Couturier, Danièle Casanova et Charlotte Delbo. Arrivées le 27 janvier, elles franchissent la porte du camp en chantant *La Marseillaise*, encore une fois.

Édouard Sill, docteur en histoire contemporaine diplômé de l'EPHE. Chercheur associé au CHS–Mondes Contemporains (UMR 8058)

Bibliographie

Mechtild Gilzmer, Christine Levisse-Touzé et Stefan Martens (Dir.), *Les femmes dans la Résistance en France*, Paris, Edition Tallandier, 2003.

Lise London, *La mégère de la rue Daguerre. Souvenirs de résistance*, Paris, Seuil, 1995.

Paula Schwartz, *Today Sardines Are Not for Sale. A Street Protest in Occupied Paris*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

Chronologie

10 janvier : Un commando des Bataillons de la jeunesse fait sauter le siège du parti collaborationniste RNP à Paris

Février : Le Parti assume la paternité des Francs- Tireurs et Partisans dans L'Humanité

27 mars : Départ de France du premier convoi de déportés juifs à destination d'Auschwitz. 72 suivirent, déportant 76 000 Juifs. 2 600 rescapés

23 mai et 30 mai : Le physicien Jacques Salomon, le philosophe Georges Politzer et le romancier Jacques Decour, animateurs de l'Université Libre et, pour les deux derniers, des *Lettres Françaises*, pionniers de la résistance universitaire, sont fusillés

27 mai – 11 juin : Bataille de Bir-Hakeim (Libye)

31 mai 1942 : Tumulte rue de Buci dirigé par Madeleine Marzin

14 juillet : La France Libre est rebaptisée France Combattante

16-17 juillet 1942 : Rafle du Vel' d'hiv' encadrée par la police et la gendarmerie françaises

17 juillet : Début de la bataille de Stalingrad

1^{er} août : Tumulte rue Daguerre dirigé par Lise Ricol (London)

11 août : Premier train de « la relève » envoyant des travailleurs français vers les usines allemandes

3 novembre : Victoire britannique décisive à El Alamein (Égypte)

20 septembre : Publication du premier numéro des *Lettres françaises*

8 novembre : Opération « Torch », les alliés débarquent en Afrique du Nord

11 novembre : Occupation de la zone sud par les armées allemandes

24 décembre : Assassinat de l'amiral Darlan, le général Giraud est placé par les alliés à la tête des armées françaises, en rival de De Gaulle